



HAL
open science

Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques

Camille Bedock

► To cite this version:

Camille Bedock. Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques. Laurent Lardeux; Vincent Tiberj (dir.); Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, La documentation française, pp.99-121, 2021, 978-2-11-157256-0. halshs-02993298

HAL Id: halshs-02993298

<https://shs.hal.science/halshs-02993298>

Submitted on 18 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques

Camille Bedock, Centre Emile Durkheim, Sciences po Bordeaux

Dans deux articles parus récemment dans le *Journal of Democracy*, Roberto Stefan Foa et Yasha Mounk ont avancé une thèse pessimiste sur l'état de la démocratie dans le monde occidental (2016, 2017) :

« Si l'on prend au pied de la lettre le nombre de gens qui disent soutenir la démocratie, aucun type de régime dans l'histoire de l'Humanité n'a eu un attrait aussi universel et global que la démocratie aujourd'hui. Pourtant, la réalité des démocraties contemporaines est moins triomphante que ce que ce fait laisse suggérer. Les citoyens en démocratie sont de moins en moins satisfaits de leurs institutions, ils sont de plus en plus disposés à se débarrasser d'institutions et de normes qui ont traditionnellement été considérées comme des composantes centrales de la démocratie, et ils sont de plus en plus attirés par des formes de régimes alternatifs » (Foa & Mounk, 2016: 16, ma traduction).

Loin de défendre l'idée d'un attachement fort et universel aux valeurs démocratiques (Diamond & Plattner, 2008; Norris, 2011; Schedler & Sarsfield, 2007) concomitant avec l'émergence de « citoyens critiques » plus attentifs et exigeants que jamais sur le fonctionnement de leur système politique (Dalton, 2004; Inglehart & Welzel, 2005; Norris, 2011), les deux auteurs arguent que l'attachement au système démocratique lui-même se serait érodé, et ce en particulier chez les jeunes générations. Celles-ci, outre leur plus grande apathie politique, seraient également moins attachées à deux dimensions centrales de la démocratie libérale, à savoir l'organisation d'élections libres et justes et la protection des droits civiques.

Ronald Inglehart (2016) considère que ce constat résulte notamment de l'extrapolation par les deux auteurs du cas américain où les différences entre générations sont plus marquées. Il concède cependant le fait que la rapide dégradation des conditions économiques dans les démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale explique les signes de déconsolidation démocratique. D'autres auteurs, comme Alexander et Welzel (2017) considèrent que les différences d'attachement à la démocratie libérale et la plus forte propension à soutenir des alternatives non-démocratiques chez les jeunes n'est pas le fait d'un phénomène générationnel, mais d'un effet cycle de vie. L'attachement au régime grandirait au fur et à mesure que les individus s'installent dans la vie et s'approprient les normes démocratiques, de la même façon que le niveau de participation politique. D'autres encore considèrent que les signes de déconsolidation identifiés par R.S. Foa et Y. Mounk – et notamment le soutien à des partis antisystème et autoritaires - est surtout le fait d'individus plus âgés (Norris, 2017), démentant donc l'idée de jeunes générations moins attachées à la démocratie. Le débat sur le rapport des jeunes générations à la démocratie est donc prégnant.

Ce chapitre s'intéresse aux conceptions de la démocratie des citoyens Français, et plus particulièrement des jeunes citoyens Français à partir de l'enquête *European Value Survey* de 2018. Ceux-ci sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Comment expliquer le soutien à des alternatives non-démocratiques ? Nos analyses descriptives montrent que les plus jeunes générations expriment un attachement moindre que leurs aînées à l'importance de la démocratie tout en revendiquant une conception plus exigeante de la démocratie, qu'il s'agisse de sa dimension électorale, libérale, ou sociale. Des analyses inférentielles sur le soutien à différents modes de gouvernement montrent qu'il n'existe pas véritablement d'effet génération, à l'exception du soutien à un gouvernement militaire plus fort chez les personnes nées après 1970.

1. Des jeunes générations plus critiques et plus exigeantes sur leur système démocratique

1.1. Générations et conceptions de la démocratie

L'intérêt de l'enquête EVS de 2018 est de proposer une batterie de questions sur les évaluations et les conceptions de la démocratie des répondants, codées sous la forme d'échelles de 0 à 10. La première demande aux répondants l'importance de vivre dans « un pays gouverné démocratiquement ». La seconde mesure dans quelle mesure ils pensent que la France est effectivement gouvernée démocratiquement. Le sondage énonce également une série de propositions en demandant aux répondants s'il s'agit selon eux d'une « caractéristique essentielle de la démocratie » :

1. Les individus choisissent leurs dirigeants lors d'élections libres
2. Les droits civiques protègent les personnes de l'oppression de l'Etat
3. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes
4. Les gouvernements font payer plus d'impôts aux riches et donnent plus d'aides aux pauvres
5. L'Etat fait en sorte que les individus aient des revenus égaux
6. L'armée prend le pouvoir quand le gouvernement est incompetent
7. Les individus obéissent aux gouvernants du pays.

La première proposition correspond à la vision dite « minimaliste » (ou procédurale) de la démocratie, centrée sur l'organisation d'élections libres et compétitives (Przeworski, 1991; Schumpeter, 2008 [1942]). Les deuxième et troisième propositions renvoient à la question du respect de l'Etat de droit et des droits civiques, soit ce qui correspond à la définition traditionnelle de la démocratie libérale (Dahl, 1971). Les quatrième et cinquième propositions relèvent de ce que certains auteurs ont appelé une vision sociale de la démocratie (Huber, Ragin, & Stephens, 1993; Huber, Rueschemeyer, & Stephens, 1997) centrée sur l'importance de la justice redistributive en termes économiques et sociaux (Marshall, 1963). Enfin, les deux dernières propositions permettent d'identifier des répondants qui considèrent comme particulièrement importants des éléments – l'obéissance des gouvernants et la possibilité pour l'armée de prendre le pouvoir- qui ne sont pas considérés par la théorie politique comme constitutifs de la démocratie, mais plutôt de régimes autoritaires. Il est difficile pour un répondant de rejeter explicitement le système démocratique face à un enquêteur. En revanche, un répondant peut se revendiquer comme soutenant la démocratie tout en ayant une vision du système politique ne correspondant pas aux canons de la démocratie

énoncés par la théorie politique. Les tests d'analyse de variance indiquent que pour l'ensemble des variables, les différences de moyennes entre générations sont statistiquement significatives au moins au seuil $p < 0.1$.

Le Tableau 1 montre que les générations nées après 1980 accordent une moindre importance que leurs aînées à l'importance de vivre dans un système gouverné démocratiquement. Elles sont également plus sévères dans leur jugement sur le caractère démocratique de la France, notamment par rapport aux individus. Les individus nés entre 1970 et 1979 et après 1990 sont ceux qui accordent le plus d'importance aux élections libres et justes, tandis que les générations les plus anciennes jugent cet aspect moins essentiel. De la même manière, les générations nées à partir de 1970 accordent sensiblement plus d'importance que les générations les plus anciennes aux droits civiques et plus encore à l'égalité hommes/femmes. Il est d'ailleurs frappant de constater qu'en moyenne, les Français interrogés considèrent que l'égalité de droits entre les hommes et les femmes est une caractéristique plus essentielle de la démocratie que l'organisation d'élections libres. Les individus nés après 1990 sont plus enclins à considérer la redistribution par l'impôt et à l'égalisation des revenus par l'Etat comme des éléments constitutifs de la démocratie. Enfin, sur la question de l'obéissance aux gouvernants et de l'armée prenant le relais d'un gouvernement défaillant, les individus nés avant 1940 et ceux nés après 1990 par leur plus grande propension à considérer ces deux aspects comme des caractéristiques « essentielles » de la démocratie.

En résumé, et comme suggéré par R.S. Foa et Y. Mounk, les plus jeunes générations semblent bien exprimer un attachement moindre que leurs aînées à l'importance de la démocratie et une plus grande propension à juger positivement des traits relevant de régimes autoritaires. Pourtant, et dans le même temps, elles expriment une conception plus exigeante que les générations plus anciennes sur toutes les dimensions de la définition des caractéristiques de la démocratie, qu'il s'agisse de son aspect électoral, libéral, ou social. Ces résultats paradoxaux laissent entendre que les jeunes ont à la fois une vision plus critique de leur régime politique, tout en faisant moins de discriminations que les générations plus âgées entre ce qui relève de la caractéristique d'une démocratie et d'un régime plus autoritaire.

Tableau 1. Importance de la démocratie et conceptions de la démocratie en fonction des générations, en moyenne sur 10

	Importance d'être gouverné démocratiquement	Impression que le pays est gouverné démocratiquement	Elections libres et justes	Droits civiques	Egalité des droits Hommes/femmes	Redistribution par l'impôt	Egalisation des revenus	Obéissance aux gouvernants	Remplacement du gouvernement défaillant par l'armée
Né avant 1940	8,7	7	7,3	6,6	7,7	5,9	5,4	5,9	4,2
1940-1949	9	6,8	7,7	6,9	8	6,1	5,5	5,6	3,9
1950-1959	8,7	6,5	7,6	7	8	5,6	5,6	5,3	3,7
1960-1969	8,8	6,3	7,7	7	8,1	5,7	5,5	5,1	3,4
1970-1979	8,8	6,5	8	7,3	8,2	6	5,4	5,3	4,1
1980-1989	8,6	6,1	7,7	7	8,3	6,1	5,6	5,3	3,9
Après 1990	8,3	6,2	8	7,2	8,6	6,2	6,2	5,7	4,4
<i>Moyenne</i>	8,6	6,4	7,8	7,1	8,3	6	5,8	5,5	4
N	2554	2507	2488	2382	2546	2496	2491	2480	2441
Anova	P<0.0000	P<0.0000	P<0.06	P<0.07	P<0.0006	P<0.03	P<0.0000	P<0.0001	P<0.0001

Lecture : En moyenne, les individus nés avant 1940 attribuent une note de 8,7 / 10 à l'importance de vivre dans un système gouverné démocratiquement.

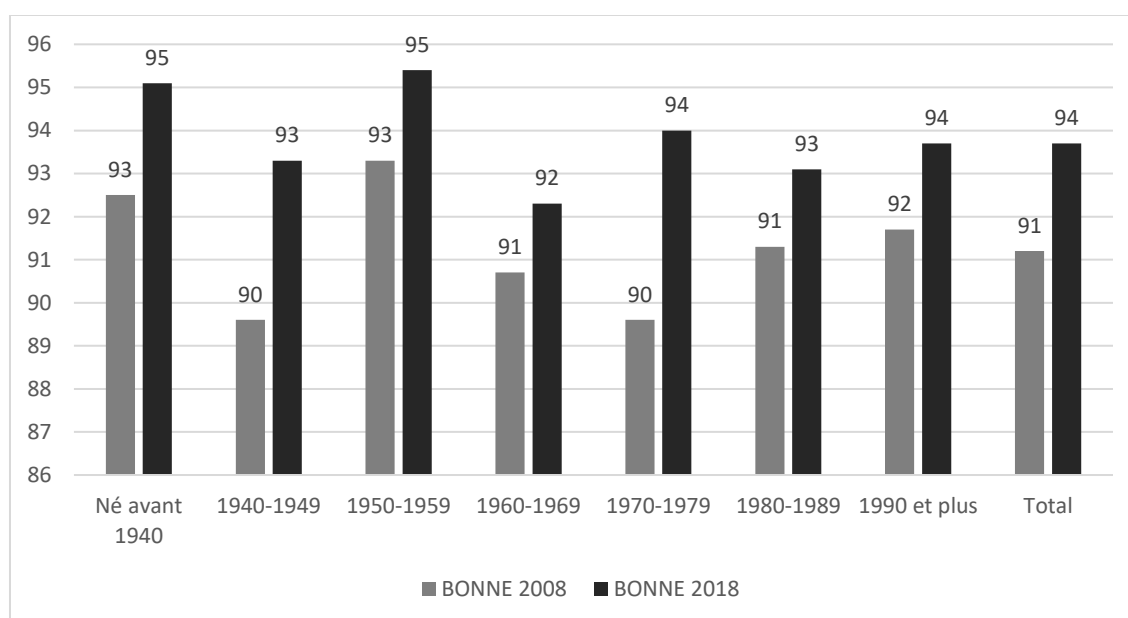
Note : La ligne Anova (analyse de la variance) indique si les différences de moyennes entre générations sont statistiquement significatives. Les chiffres en gras indiquent la moyenne maximum par colonne.

1.2. Générations et soutien à des alternatives non-démocratiques

Comme c'était déjà le cas dans le sondage EVS¹ de 2008, l'*European Value Survey* de 2018 interroge les répondants Français sur une liste de systèmes politiques en demandant à chaque fois s'il s'agit d'une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise manière de gouverner. Nous nous intéressons ici à trois propositions : « avoir un système politique démocratique », « que l'armée dirige le pays », et enfin « avoir à sa tête un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ». La première proposition ne mesure pas tant l'attachement profond à la démocratie que le soutien nominal aux normes démocratiques. Les individus indiquant explicitement que la démocratie n'est pas un « très bon » ou un « assez bon » système expriment en effet une position radicale. En revanche, le soutien à l'armée ou à un leader fort, puisque la question de la démocratie n'est pas directement posée, constituent des alternatives plus « dicibles » pour les répondants, comme en témoignent la proportion plus importante d'interrogés qui soutiennent ces manières de gouverner. Les graphiques suivants comparent le niveau de soutien enregistrés en 2008 et en 2018 par génération pour ces différentes alternatives².

Le premier élément frappant concerne le niveau de soutien à la démocratie. Comme enregistré dans de nombreuses études (Diamond & Plattner, 2008; Ferrin & Kriesi, 2016), les répondants Français expriment – au moins nominale – un soutien massif à la démocratie, plus encore en 2018 qu'en 2008 : pour toutes les générations lors de la dernière vague EVS, plus de 92% des répondants considèrent la démocratie comme une « bonne manière de gouverner ». Les différences entre générations sont négligeables et non statistiquement significatives.

Graphique 1. Proportion de répondants qui pensent que la démocratie est une « bonne » manière de gouverner par génération en 2008 et en 2018

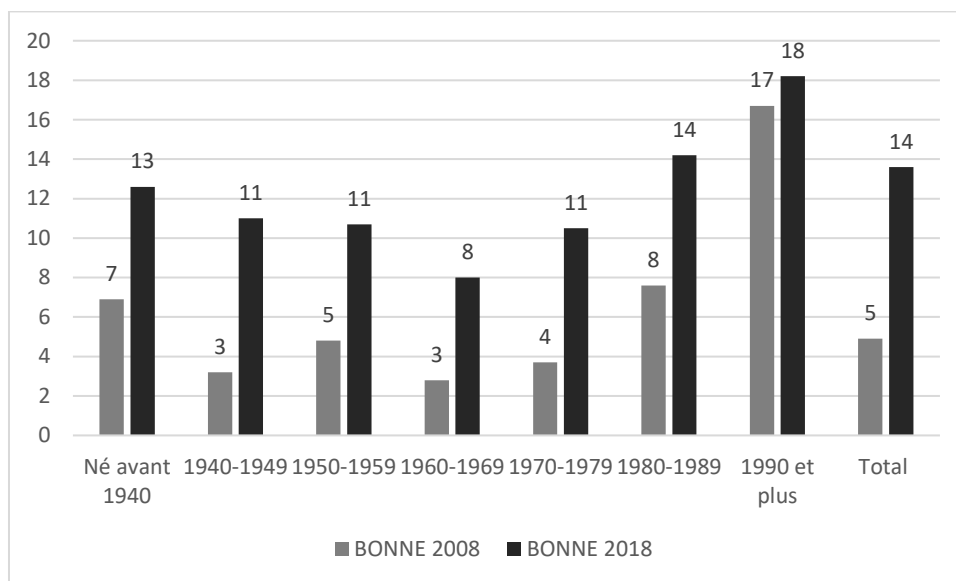


¹ Le *World Value Survey* utilise également depuis plusieurs vagues les items en question.

² Le nombre de répondants nés après 1990 dans l'enquête de 2008 étant très faible (N=20), nous indiquons les chiffres de manière indicative et ne les commentons pas.

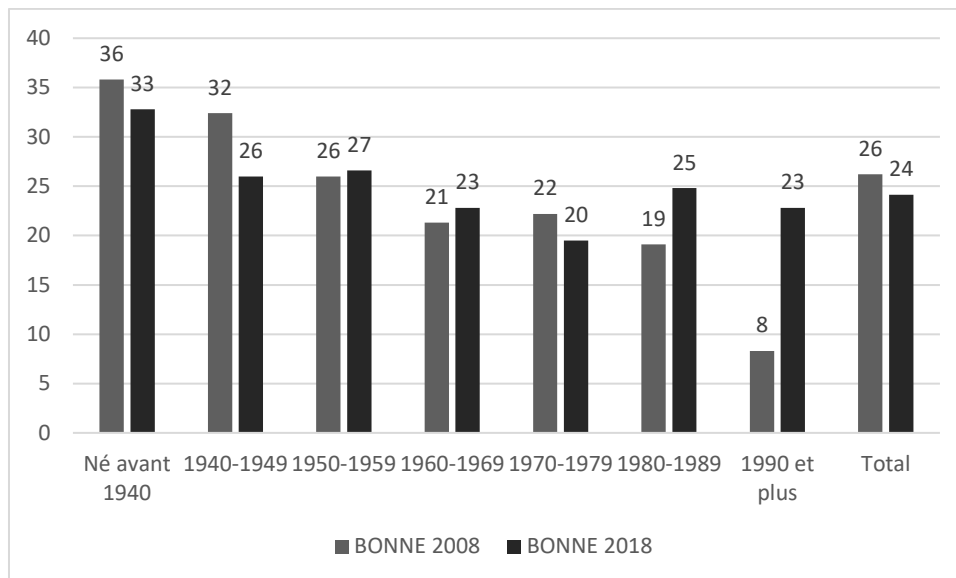
Ce premier élément pourrait laisser à penser que, contrairement à ce qu'avancent R.S. Foa et Y. Mounk, il n'y a pas d'érosion du soutien à la démocratie en général et de la part des jeunes générations en particulier. Lorsque les répondants sont mis face à des alternatives non-démocratiques comme le fait que l'armée dirige le pays, la conclusion est différente (Graphique 2). Le soutien à cette alternative a quasiment triplé 2008 et 2018, passant de 5 % à 14%. Deuxièmement, les générations nées après 1980 sont en 2008 et 2018 plus enclines à soutenir cette idée : 14% des individus nés entre 1980 et 1989 jugent qu'il s'agit d'une bonne manière de gouverner en 2018, contre 18% des individus nés après 1990. Dans une moindre mesure, les individus nés avant 1940 sont aussi plus favorables à cette idée que les générations nées entre 1940 et 1979.

Graphique 2. Proportion de répondants qui pensent que l'armée qui dirige le pays est une « bonne » manière de gouverner par génération en 2008 et en 2018



Enfin, si l'on examine le soutien à un « leader fort qui n'aurait pas à se préoccuper du Parlement et des élections », il apparaît d'abord que cette troisième alternative non-démocratique est plus largement soutenue que les deux autres: 26% la soutiennent en 2008, 24% en 2018. Ce sont les répondants les plus âgés nés avant 1940 qui sont dans les deux vagues de sondage les plus enclins à soutenir cette manière de gouverner. S'intéressant au cas néerlandais à partir d'entretiens collectifs, Thomassen (2015) a pu montrer que le soutien à un « leader fort » ne relève pas d'un soutien à la dictature, mais plutôt de l'aspiration à un leadership politique capable de prendre des décisions rapides et fermes sans devoir passer par des compromis politiques dans un pays caractérisé par les coalitions. Nous supputons que le soutien à un gouvernement militaire, de la même manière, ne relève pas nécessairement - ou du moins pas uniquement - d'une aspiration à un gouvernement autoritaire mais d'une évaluation positive des qualités de l'armée par rapport aux institutions politiques actuelles.

Graphique 3. Proportion de répondants qui trouvent qu'un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections est une « bonne » manière de gouverner par génération en 2008 et 2018



En conclusion, les jeunes générations ne se distinguent pas particulièrement des autres, sinon pour le soutien à l'armée. Cependant, ces premières analyses ne nous permettent pas d'expliquer les différences enregistrées, qui pourraient relever aussi bien de véritables effets de génération que d'effets de composition. C'est l'objet de notre troisième et dernière section.

3. Une analyse statistique du soutien aux alternatives non-démocratiques

3.1. Trois hypothèses concurrentes : statut, génération et cycle de vie, conception de la démocratie

Plusieurs auteurs expliquent la croissance du soutien aux alternatives non-démocratiques dans les démocraties par la montée de l'insécurité existentielle perçue (Steenekamp & Toit, 2017) et par l'accroissement des inégalités sociales (Inglehart, 2016). D'autres travaux allant en ce sens montrent que les individus qui sont les plus fragiles socialement et économiquement sont de façon générale plus critiques envers le *statu quo* institutionnel. En effet, selon un argument classique de l'économie politique, ceux ont une position sociale relativement privilégiée soutiennent davantage l'ordre politique et social dont ils bénéficient. A l'inverse, les individus plus marginalisés sont plus prompts à questionner cet ordre (Acemoğlu & Robinson, 2006). En conséquence, dans les pays démocratiques, les individus les plus pauvres et les moins diplômés sont plus enclins à remettre en cause le système représentatif et libéral (Ceka & Magalhaes, 2019).

H1 : Les individus les plus marginalisés socialement et économiquement sont plus enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques.

Pour R.S. Foa et Y. Mounk (2017; 2016), les citoyens, en particulier les plus jeunes, sont devenus plus cyniques sur la valeur de la démocratie et moins convaincus de leur capacité à influencer le processus politique. La défiance et la distance croissante vis-à-vis du politique des jeunes générations (Tiberj, 2017) a été documentée par ailleurs, mais R.S. Foa et Y. Mounk vont plus loin en considérant que les « *millennials* » sont aussi plus enclins à soutenir des alternatives non démocratiques. Pour certains de leurs contradicteurs, leurs résultats traduisent non pas un effet génération mais un effet cycle de vie : les individus plus « installés » dans la vie sont moins enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques que les personnes jeunes, mais il n'existerait pas d'effet propre de la génération (Alexander & Welzel, 2017). Bernard Roudet souligne le fait que la reconnaissance d'un « idéal démocratique est inséparable de la reconnaissance d'un espace propre à la politique, reconnaissance qui implique (...) une familiarité avec le domaine politique, une maîtrise de ses codes et de ses enjeux » (2009, p. 54). Cette familiarité se construit au cours de la vie d'un individu et se traduit notamment par la hausse de la participation politique et des discussions politiques. Anne Muxel parle dès 1991 de l'existence d'un « moratoire politique des années de jeunesse » expliquant une moindre participation et une moindre politisation chez les jeunes (Muxel, 1991). Par extension, on peut supposer que cette moindre politisation et cette plus grande distance à la politique rend les individus plus enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques. Il s'agira donc de tenter de distinguer l'existence d'un éventuel effet génération d'un effet lié au cycle de vie.

H2 : Les individus les plus jeunes sont plus enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques

La troisième et dernière hypothèse que nous allons tester ici reprend l'idée formulée par des auteurs comme Russell Dalton et Christian Welzel (2014) ou Pippa Norris (1999, 2011). Ils mettent en exergue l'émergence de « citoyens critiques » formulant des récriminations sur le fonctionnement de leur régime politique. L'existence de « citoyens critiques », notamment chez les plus jeunes générations, peut être objectivé par le développement de pratiques protestataires et par un rapport plus distant au vote (Tiberj, 2017). Une étude française montre que ces citoyens sont aussi plus enclins à considérer que leur système politique est moins démocratique (Bedock & Panel, 2017). Cependant, loin de remettre en cause leur adhésion à la norme démocratique, ce groupe d'individus y serait au contraire particulièrement attaché. Des études comparatives montrent que les personnes les plus critiques vis-à-vis de leur régime politique tendent à avoir une vision plus exigeante de la démocratie, s'éloignant d'une vision minimaliste centrée sur les élections pour intégrer d'autres dimensions, et notamment l'exigence de redistribution et de réduction des inégalités (Kriesi & Saris, 2016). Par extension, on peut donc supposer que les citoyens critiques rejettent davantage que les autres les alternatives non-démocratiques.

H3 : Les individus qui sont plus critiques de leur système politique, rejettent une vision minimaliste de la démocratie et privilégient la participation protestataire sont moins enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques

3.2. Variables testées

Trois variables dépendantes dichotomiques sont testées successivement, opposant à chaque fois les individus qui considèrent qu'il s'agit d'une « bonne » manière de gouverner à ceux qui considèrent que c'est une « mauvaise » façon de gouverner : avoir un système démocratique, que l'armée dirige le pays, avoir un leader fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections.

Pour tester notre hypothèse sur le lien entre statut socio-économique des individus et le soutien à ces trois alternatives, nous introduisons deux variables. La première, codée de 1 à 10, indique le décile dans lequel se situe le revenu du foyer de l'individu enquêté. La seconde indique son niveau de diplôme, recodé en quatre catégories (Brevet du collège et moins / CAP ou BEP / Baccalauréat / Diplôme post-bac).

Pour tester la seconde hypothèse sur les effets génération et du cycle de vie, nous intégrons six variables. La première indique la génération à laquelle appartient l'individu (*cf supra*). Plusieurs variables sont ensuite introduites de manière à neutraliser la présence d'un éventuel effet cycle de vie. Trois variables dichotomiques permettent d'objectiver l'installation dans la vie professionnelle et conjugale d'un individu : le fait qu'il soit ou non actuellement actif, le fait qu'il soit ou qu'il ait été en couple stable, et enfin le fait qu'il ait ou non des enfants. Afin de mesurer la politisation des individus, entendue ici au sens de connaissance, de pratique et d'intérêt pour la politique, nous introduisons enfin deux échelles. La première mesure le degré de participation électorale. L'enquête demandait aux répondants, respectivement pour les élections locales, nationales et européennes, s'ils participent « Jamais », « Parfois », ou « Toujours ». L'échelle est codée de 0 à 6, zéro correspond à l'absence de participation électorale et 6 à une participation constante. La seconde mesure le degré de suivi de la politique. On demande respectivement aux répondants s'ils suivent « tous les jours », « plusieurs fois par semaine », « une ou deux fois par semaine », « moins souvent », ou « jamais » la politique à la télévision, à la radio, dans les journaux et sur les réseaux sociaux. Elle s'étend de 0 pour les individus ne suivant jamais la politique sur aucun média à 16 pour ceux qui la suivent tous les jours sur l'ensemble de ces médias.

La troisième série de variables porte sur l'évaluation du niveau de démocratie, la conception de la démocratie et les pratiques protestataires des individus. La perception du degré de démocratie est mesurée à partir d'une échelle de 1 à 10 demandant aux individus à quel point ils considèrent que leur système est gouverné de manière démocratique. Nous intégrons ensuite trois échelles déjà discutées plus haut codées de 1 à 10, portant sur l'importance accordée à plusieurs caractéristiques d'un système démocratique : la tenue d'élections libres pour choisir les gouvernants, la redistribution entre riches et pauvres par l'impôt, et enfin l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Nous avons ensuite construit une échelle de participation protestataire des individus en fonction de leurs réponses à quatre questions (0 : n'a jamais fait, 1 : pourrait le faire, 2 : l'a déjà fait) : la signature de pétition, la participation à un boycott, la participation à une manifestation autorisée et la participation à une grève sauvage. Cette échelle s'étend de zéro à 8.

Enfin, notre analyse de régression intègre une série de variables de contrôle : le sexe, la confiance interpersonnelle à travers la question « diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », et enfin l'orientation politique gauche / droite de 1 à 10³. Les résultats sont reportés sur la Table 2.

3.3. Un effet génération pour le soutien à un gouvernement militaire

Les trois régressions logistiques (Table 2) effectuées montrent d'abord que, si le niveau de revenu n'a pas d'influence sur le fait de considérer la démocratie, l'armée ou un leader fort comme une bonne manière de gouverner, le niveau de diplôme est au contraire discriminant. Toutes choses égales par ailleurs, notre modèle prévoit que les individus ayant le brevet ou moins ont une probabilité prédite de 91% (93% pour les CAP/BEP) de considérer la démocratie comme une bonne manière de gouverner, contre 96% pour les diplômés du supérieur. De la même façon, les individus qui n'ont pas de diplôme du supérieur sont tous plus enclins à soutenir l'idée que l'armée dirige le pays que les diplômés post-bac (plus de quatre fois plus de chance pour les individus ayant le brevet et moins). Enfin, le même phénomène apparaît pour le soutien au leader fort : les individus ayant un diplôme inférieur au baccalauréat ont quasiment deux fois plus de chances que les diplômés du supérieur de considérer cette alternative comme une bonne façon de gouverner. Notre première hypothèse est en partie confirmée : si le revenu n'a ici pas d'effet propre, les individus moins diplômés sont moins réticents que les autres à soutenir des alternatives non-démocratiques. Autrement dit, le niveau de capital culturel semble plus déterminant que le niveau de capital économique pour comprendre le soutien aux alternatives non-démocratiques.

La deuxième hypothèse visait à tester l'existence d'un effet génération imputable à la période de socialisation politique. Les résultats sont peu probants, à l'exception notable du cas du soutien à l'armée. La génération n'a pas d'effet statistiquement significatif permettant d'expliquer le soutien à la démocratie ou à un leader fort comme mode de gouvernement. En revanche, toutes choses égales par ailleurs, et malgré le fait que nous contrôlons par de potentielles variables confondantes liées au cycle de vie, les générations nées après 1970 sont plus enclines que la génération la plus ancienne (respectivement 2,5 fois plus pour la génération 1970-1979, 2,7 fois plus pour la génération 1980-1989 et 4 fois plus pour la génération née après 1990) à considérer que le gouvernement du pays par l'armée serait une bonne chose. Ces générations comptent toutes intégralement ou pour partie des individus concernés par la fin du service militaire obligatoire en France, décidée en 1997. Dès lors, leur perception de l'armée n'est plus liée à « la rhétorique du soldat citoyen et du devoir militaire » mais plutôt à des considérations « d'insertion professionnelle (...) et d'efficacité organisationnelle » (Besse & Coton, 2019, p. 44). Deux études, menées respectivement en 1999 et en 2010, montrent que les générations exemptées du service militaire, en plus d'y voir une possible occasion de carrière (notamment pour les jeunes de milieu populaire), associent cette institution à la protection, à la défense et au maintien de la paix (Galland, 2000; Hatto, Tomescu-hatto, & Muxel, 2011). Cette vision professionnelle, efficace et positive de l'armée contraste avec les résultats d'enquête montrant que les jeunes Français sont, en Europe, les plus critiques sur la capacité de la démocratie à maintenir l'ordre, à prendre des décisions rapides et à bien faire fonctionner le système économique (Roudet, 2014, p. 92).

³ Les individus refusant de se situer sur cette échelle ont été placés sur la position médiane, à savoir 5.

Les résultats sur les variables liées au cycle de vie et au cycle de participation politique sont dans l'ensemble peu concluants et assez contre-intuitifs. Les individus qui sont ou ont été pacsés ou mariés ont une plus forte propension à soutenir un leader fort n'ayant pas à se soucier des élections et du Parlement, alors que ni la situation professionnelle, ni le fait d'avoir des enfants n'influence le soutien aux différentes alternatives proposées. L'intensité de la participation électorale n'a pas d'influence sur le soutien aux trois alternatives de gouvernement. A l'inverse, et de manière plutôt surprenante, le niveau de suivi de la politique est à la fois associé positivement au fait de considérer la démocratie et le gouvernement militaire comme une « bonne manière de gouverner ». Des analyses descriptives complémentaires (non reportées ici) montrent que cette échelle n'a pas un effet linéaire pour toutes les alternatives. Les individus qui ne suivent pas du tout la politique sont bien moins enclins à considérer que la démocratie est une **mauvaise** façon de gouverner (85% contre 95% pour ceux qui suivent la politique plus intensément). Pour le cas de l'armée, ce sont à la fois les individus qui ne suivent pas du tout et très régulièrement et sur tous les réseaux l'actualité politique qui sont les plus enclins à soutenir cette alternative. Si le soutien explicite à la démocratie est moins prégnant chez les individus les plus distants du jeu politique, le soutien à un gouvernement militaire est plus fort chez des individus en marge du jeu politique et chez des personnes s'y intéressant particulièrement intensément. En conclusion, la seconde hypothèse n'est que très imparfaitement vérifiée, sinon pour le cas de l'armée. Les générations nées après 1970 soutiennent davantage l'idée d'un gouvernement militaire, même en contrôlant par des variables liées au cycle de vie ou au niveau de participation politique conventionnel.

La troisième et dernière hypothèse porte sur les citoyens « critiques ». Elle suppose que les citoyens les plus sévères sur le fonctionnement de leur démocratie, rejetant une vision minimaliste de la démocratie et adeptes de la participation protestataire sont moins enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques. La première partie de l'hypothèse est rejetée : toutes choses égales par ailleurs, plus un individu considère que la France est gouvernée démocratiquement, plus il est enclin à considérer la démocratie comme une bonne manière de gouverner et l'armée comme une mauvaise alternative. En moyenne, les individus qui considèrent que la France n'est absolument pas démocratique ne sont que 9 sur 10 à considérer que la démocratie est un « bon système » (13% pour l'armée), contre 98% de ceux qui pensent que la France est gouvernée parfaitement démocratiquement (6% pour l'armée). Contrairement à ce qu'avaient pu avancer d'autres auteurs considérant que les individus les plus critiques de leur système politique soutiennent des réformes allant dans le sens d'un approfondissement démocratique (Kriesi & Saris, 2016), ces individus sont aussi plus enclins à soutenir certaines alternatives non-démocratiques radicales comme le gouvernement militaire. Nos régressions démontrent cependant, comme nous le supposions, que les répondants qui ont une vision avant tout électorale de la démocratie sont à la fois plus enclins à considérer la démocratie comme une « bonne manière de gouverner » et à rejeter les alternatives comme l'armée ou un leader fort. Les autres variables portant sur les conceptions de la démocratie (l'importance accordée à la redistribution et à l'égalité hommes/femmes) donnent des résultats moins concluants. Il apparaît seulement que les individus qui accordent une importance particulière à l'égalité hommes/femmes sont moins enclins à soutenir un leader fort. Dans l'ensemble, les individus soutenant une vision « maximaliste » de la démocratie (ne se limitant pas à la seule organisation d'élections libres) ne sont pas véritablement moins prompts que les autres à rejeter les alternatives non-démocratiques. En revanche, ceux qui soutiennent une vision « minimaliste » centrée sur les élections soutiennent davantage le *statu quo*. Enfin, nos régressions montrent que les

individus qui sont plus rompus à l'action politique protestataire, s'ils ne considèrent pas davantage que les autres que la démocratie est une « bonne manière de gouverner », sont en revanche beaucoup plus enclins à rejeter les alternatives non-démocratiques. Notre modèle prévoit que les individus n'ayant jamais pris part à une action protestataire sont 17% à considérer le gouvernement militaire comme une bonne manière de gouverner (33% pour le leader fort) contre seulement 4% pour les individus ayant participé à tous les types d'actions protestataires (13% pour le leader fort). En résumé, si les citoyens les plus désenchantés vis-à-vis de leur système politique sont plus enclins à remettre en cause la démocratie libérale, ceux qui mettent au centre de la démocratie la question de la sélection des leaders par l'élection et ceux qui participent activement à des actions protestataires sont plus rétifs que les autres à des modes de gouvernement non-démocratiques.

Les variables de contrôle méritent également un bref commentaire. Toutes choses égales par ailleurs, les femmes sont plus enclines que les hommes à soutenir un gouvernement militaire et plus rétives au gouvernement d'un leader fort ne se préoccupant pas des partis et des élections. Ce résultat peut initialement sembler contre-intuitif. Des résultats récents sur le soutien à la « démocratie furtive » (c'est-à-dire un gouvernement technocratique d'experts compétents et dépolitisés) montrent qu'elle est le fait d'individus considérant qu'il existe un consensus politique dans l'opinion publique et que les citoyens manquent de compétence pour prendre des décisions politiques (Medvic, 2019). Une étude conduite en France montre que, dans ce pays, les femmes soutiennent davantage l'idée d'un gouvernement technocratique que les hommes (Bedock & Pilet, 2018). Cela nous amène à supposer que si les femmes rejettent davantage l'idée d'un leader fort refusant les compromis et soutiennent davantage l'idée d'un gouvernement militaire, c'est parce que l'armée est une institution bénéficiant en France d'une image positive, efficace, consensuelle et relativement dépolitisée. Dans le sondage EVS 2018, plus de 77% des interrogés expriment leur confiance dans l'armée, ce qui en fait l'institution la plus appréciée parmi celles qui sont testées, devant par exemple le système éducatif et à égalité avec la Sécurité sociale. De manière cette fois attendue, les individus qui expriment une moindre confiance interpersonnelle sont plus enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques. Les individus orientés à droite soutiennent également davantage le gouvernement de l'armée et d'un leader fort.

Tableau 2. Déterminants de l'opposition à trois systèmes politiques alternatifs

	Démocratie	Armée	Leader fort
Niveau de revenu	1.008 (0.0466)	0.988 (0.0312)	0.985 (0.0243)
Niveau de diplôme (c.r. : postbac)			
1. Brevet ou moins	0.377** (0.137)	4.138*** (1.106)	1.900*** (0.363)
2. CAP / BEP	0.502* (0.169)	3.691*** (0.912)	1.928*** (0.330)
3. Baccalauréat	0.789 (0.280)	2.245** (0.557)	1.134 (0.196)
Génération (c.r. : avant 1940)			
2.1940-1949	0.583 (0.341)	1.912 (0.803)	0.806 (0.232)
3. 1950-1959	0.734 (0.415)	1.483 (0.617)	1.003 (0.275)
4. 1960-1969	0.408 (0.241)	1.590 (0.738)	1.119 (0.352)
5. 1970-1979	0.704 (0.459)	2.571* (1.209)	1.081 (0.364)
6. 1980-1989	0.428 (0.269)	2.699* (1.277)	1.712 (0.563)
7. Après 1990	0.420 (0.253)	4.126** (1.819)	1.489 (0.460)
A des enfants	0.651 (0.163)	1.167 (0.221)	1.093 (0.166)
Est / a été pacsé ou marié	0.834 (0.218)	0.693 (0.137)	1.471* (0.230)
Actif	1.141 (0.282)	0.922 (0.160)	0.806 (0.115)
Echelle de participation électorale	0.979 (0.0479)	1.030 (0.0368)	1.007 (0.0285)
Echelle de suivi de la politique	1.096** (0.0348)	1.043* (0.0213)	1.015 (0.0165)
Niveau de démocratie	1.212*** (0.0546)	0.904** (0.0297)	0.963 (0.0253)
Elections libres	1.152*** (0.0446)	0.907** (0.0270)	0.925** (0.0223)
Droits hommes/femmes	1.008 (0.0379)	1.012 (0.0300)	0.955* (0.0221)
Redistribution par l'impôt	1.008 (0.0360)	1.006 (0.0267)	1.004 (0.0210)
Echelle de participation protestataire	1.059 (0.0555)	0.826*** (0.0319)	0.859*** (0.0258)
Femme	0.860 (0.183)	1.417* (0.216)	0.686** (0.0806)
Jamais assez prudent	0.745 (0.221)	2.266*** (0.520)	1.488** (0.220)
Echelle gauche/droite	0.991 (0.0525)	1.099* (0.0417)	1.114*** (0.0332)
Constant	4.778 (4.832)	0.0138*** (0.0108)	0.289* (0.159)
Observations	1,957	1,965	1,951

Erreurs standards entre parenthèses, Coefficients en *odds ratios*, *** p<0.001, ** p<0.01, * p<0.05

Conclusion

Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? La réponse à cette question est complexe et loin d'être univoque.

Les générations nées après 1980 se caractérisent par un moindre attachement explicite au système démocratique et une plus forte propension à valoriser l'obéissance des gouvernés ou le remplacement d'un gouvernement élu par l'armée en cas de crise. Ces éléments pointent plutôt dans la direction de la thèse de R.S. Foa et Y. Mounk qui considèrent que la « déconsolidation » des normes démocratiques serait surtout le fait des jeunes. Cependant, les jeunes générations sont aussi les plus exigeantes et considèrent davantage que les autres que la démocratie ne doit pas se limiter à la tenue d'élections libres, mais doit aussi garantir l'égalité des droits entre les individus et assurer une véritable redistribution des revenus entre les individus pour lutter contre les inégalités.

Les jeunes générations ne se caractérisent ni par un moindre soutien à la démocratie comme mode de gouvernement, ni par un soutien particulier à l'idée d'un leader fort ne se souciant pas des élections. En revanche, de nombreux jeunes Français expriment une certaine appétence pour l'idée d'un gouvernement militaire. L'existence d'un effet propre à la génération pour les individus nés après 1970 est confirmée dans nos analyses inférentielles. Nous faisons l'hypothèse que ce résultat s'explique par la rupture introduite par la disparition du service militaire obligatoire en 1997 qui renforce notamment chez les plus jeunes individus une vision positive, efficace et protectrice de l'armée, en opposition avec une démocratie souvent jugée conflictuelle et impuissante. Notre analyse montre également que les moins diplômés sont beaucoup plus perméables que les autres au soutien à des modes de gouvernement non-démocratiques, tandis que la participation protestataire rend les individus moins enclins à soutenir de telles alternatives. Enfin, le fait qu'un répondant définisse la démocratie de manière restrictive en la centrant sur la seule opération électorale le rend plus favorable au *statu quo*, alors que les individus les plus sévères sur l'état de la démocratie en France sont plus enclins à soutenir des alternatives non-démocratiques.

On pourrait nous rétorquer que le soutien à un gouvernement militaire ou un leader fort relève d'aspirations autoritaires profondes et que la proportion de Français soutenant ces alternatives devrait alarmer tout démocrate. A la suite d'analyses qualitatives exploratoires dans d'autres pays comme les Pays-Bas (Thomassen, 2015), il nous semble qu'il faut plutôt comprendre quelles qualités les individus attribuent à ces diverses alternatives de gouvernement (efficacité, déconflictualisation, protection, capacité à décider) et surtout comment ils les articulent et les opposent avec les qualités et les défauts qu'ils attribuent à la démocratie. Cet agenda de recherche reste encore largement à explorer.

Références

- Acemoğlu, D., & Robinson, J. A. (2006). *Economic origins of dictatorship and democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Alexander, A. C., & Welzel, C. (2017). *The myth of deconsolidation: Rising liberalism and the populist reaction*. Disponible en ligne: <https://www.journalofdemocracy.org/online-exchange-democratic-deconsolidation/>
- Bedock, C., & Panel, S. (2017). Conceptions of democracy, political representation and socio-economic well-being: Explaining how French citizens assess the degree of democracy of their regime. *French Politics*, 1–29.
- Bedock, C., & Pilet, J.-B. (2018). *Could Representative Democracy be Reformed? A Citizens' Perspective*. Presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Université de Nicosie.
- Besse, L., & Coton, C. (2019). Introduction. *Agora débats/jeunesses*, N° 82(2), 41–54.
- Ceka, B., & Magalhaes, P. C. (2019). Do the Rich and the Poor Have Different Conceptions of Democracy? Socioeconomic Status, Inequality, and the Political Status Quo. *Comparative Politics*, forthcoming.
- Dahl, R. A. (1971). *Polyarchy: Participation and opposition*. New Haven: Yale University Press.
- Dalton, R. J. (2004). *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- Dalton, R. J., & Welzel, C. (2014). *The Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive Citizens*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Diamond, L., & Plattner, M. F. (2008). *How People View Democracy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Ferrin, M., & Kriesi, H. (2016). *How Europeans View and Evaluate Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Foa, Roberto Stefan, & Mounk, Y. (2017). The Signs of Deconsolidation. *Journal of Democracy*, (1), 5–16.
- Foa, Roberto Stepan, & Mounk, Y. (2016). The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect. *The Journal of Democracy*, 27(3), 5–17.
- Galland, O. (2000). Les jeunes, l'armée, la nation. *Les Champs de Mars*, N° 7(1), 135–150.
- Hatto, R., Tomescu-hatto, O., & Muxel, A. (2011). *Enquête sur les jeunes et les armées: Images, intérêt et attentes*. Rapport n°10, Institut de recherche stratégique de l'École militaire
- Huber, E., Ragin, C., & Stephens, J. D. (1993). Social Democracy, Christian Democracy, Constitutional Structure, and the Welfare State. *American Journal of Sociology*, 99(3), 711–749.
- Huber, E., Rueschemeyer, D., & Stephens, J. D. (1997). The Paradoxes of Contemporary Democracy: Formal, Participatory, and Social Dimensions. *Comparative Politics*, 29(3), 323–342.
- Inglehart, R. (2016). The Danger of deconsolidation: How much should we worry. *The Journal of Democracy*, 27(3), 18–23.
- Inglehart, R., & Welzel, C. (2005). *Modernization, cultural change, and democracy: The human development sequence*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Kriesi, H., & Saris, W. (2016). The structures of the evaluations of democracy. In *How europeans view and evaluate democracy* (pp. 178–205). Oxford: Oxford University Press.
- Marshall, T. H. (1963). *Sociology at the crossroads*. London: Heinemann.
- Medvic, S. (2019). Explaining Support for Stealth Democracy. *Representation*, 55(1), 1–19.
- Muxel, A. (1991). Le moratoire politique des années de jeunesse. In A. Percheron & R. Rémond (Eds.), *Âge et politique* (pp. 203–233). Paris: Economica.
- Norris, P. (1999). *Critical citizens: Global support for democratic government*. Oxford: Oxford University Press.
- Norris, P. (2011). *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Norris, P. (2017). *Is Western Democracy Backsliding? Diagnosing the risks*. Disponible en ligne: <https://www.journalofdemocracy.org/online-exchange-democratic-deconsolidation/>
- Przeworski, A. (1991). *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Roudet, B. (2009). Les jeunes Européens et les valeurs démocratiques. *Agora débats/jeunesses*, N° 52(2), 53–66.
- Roudet, B. (2014). La démocratie est-elle un idéal commun aux jeunes Européens ? *Agora débats/jeunesses*, N° 67(2), 79–96.
- Schedler, A., & Sarsfield, R. (2007). Democrats with adjectives: Linking direct and indirect measures of democratic support. *European Journal of Political Research*, 46(5), 637–659.
- Schumpeter, J. A. (2008). *Capitalism, Socialism, and Democracy: Third Edition*. New York: Harper Perennial Modern Classics.
- Steenekamp, C., & Toit, P. du. (2017). The evolution of support for democratic regime principles and its alternatives. *Journal of Public Affairs*, 17(1–2), e1644.
- Thomassen, J. (2015). What's gone wrong with democracy, or with theories explaining why it has? In T. Poguntke, S. Rossteutscher, R. Schmitt-Beck, & S. Zmerli (Eds.), *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis: Essays in Honour of Jan W. Van Deth* (pp. 34–50). London: Routledge.
- Tiberj, V. (2017). *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. Paris: Presses Universitaires de France.